

Rappel des textes fondateurs :

La loi n° 2006-1668 du 21 décembre 2006 portant création d'un ordre national des infirmiers ;

Le décret n° 2007-552 du 13 avril 2007 relatif à la composition aux modalités d'élection et fonctionnement des conseils de l'ordre des infirmiers et modifiant le code de la santé publique

1) Constitution du bureau du conseil départemental :

Article R. 4123-16 (applicable par renvoi de l'article D.4311-62 institué par le décret n° 2007-552 du 13 avril 2007)

« A la première réunion qui suit le renouvellement par tiers et sous la présidence du doyen d'âge, le conseil départemental, réuni en séance plénière, élit son président parmi les membres titulaires. L'élection ne peut avoir lieu que si le quorum est atteint. Le vote par procuration n'est pas admis.

Cette élection a lieu à bulletin secret, au scrutin uninominal majoritaire à deux tours. La majorité absolue des suffrages exprimés est requise au premier tour. Au second tour l'élection a lieu à la majorité relative.

En cas d'égalité des voix des candidats arrivés en tête à l'issue du second tour, le candidat le plus âgé est proclamé élu ».

Article R.4123-17 (applicable par renvoi de l'article D.4311-62 institué par le décret n° 2007-552 du 13 avril 2007)

« Le conseil départemental procède parmi les membres titulaires à l'élection du bureau dont l'effectif ne peut excéder les deux cinquièmes du nombre total de ces membres lorsque ce nombre est supérieur à huit.

Le bureau comporte au minimum un vice-président et un trésorier.

L'élection à chacune de ces fonctions a lieu à bulletin secret, au scrutin uninominal majoritaire à deux tours. La majorité absolue est requise au premier tour. Au second tour l'élection a lieu à la majorité relative.

A l'issue du second tour, en cas d'égalité des voix des candidats arrivés en tête, le candidat le plus âgé est proclamé élu.

Les membres du bureau sont élus parmi les membres titulaires. »

Article R.4311-54

Créé par [Décret n°2007-552 du 13 avril 2007 - art. 1 \(\) JORF 14 avril 2007](#)

« Sous réserve des adaptations rendues nécessaires par la répartition des électeurs en trois collèges, les modalités des élections aux conseils et aux chambres disciplinaires des conseils de l'ordre des infirmiers sont celles fixées par les articles R. 4125-1, R. 4125-2, R. 4125-3 à l'exception du premier alinéa, R. 4125-4, R. 4125-5 et R. 4125-7 pour les élections aux conseils et aux chambres disciplinaires de l'ordre national des médecins.

En cas d'élection ayant porté sur la totalité des membres d'un conseil ou des membres des chambres disciplinaires, afin de permettre le renouvellement ultérieur par moitié, un tirage au sort est effectué lors de la première séance du conseil ou de la chambre suivant cette élection pour déterminer ceux des membres des conseils et des chambres dont le mandat vient à expiration respectivement au terme d'une durée de deux ou quatre ans. »

Cite :

[Code de la santé publique - art. R4125-1 \(M\)](#)

[Code de la santé publique - art. R4125-2 \(V\)](#)

[Code de la santé publique - art. R4125-3 \(V\)](#)

2) La participation aux réunions et séances du conseil départemental :

Article L. 4125-3 (applicable aux conseillers de l'ordre des infirmiers par renvoi de l'article L.4125.9)

Modifié par [Ordonnance n°2005-1040 du 26 août 2005 - art. 1 \(\) JORF 27 août 2005](#)

« Tout conseiller départemental, territorial, régional, interrégional ou national de l'ordre qui, sans motif valable, n'a pas siégé durant trois séances consécutives peut, sur proposition du conseil intéressé, être déclaré démissionnaire par le conseil national.

Les employeurs ou, pour les agents publics, l'autorité hiérarchique, sont tenus de laisser à leurs salariés ou agents, membres d'un conseil de l'ordre, le temps nécessaire pour se rendre et participer aux séances de ces conseils, de ses commissions ou de ses chambres disciplinaires. Le salarié doit informer, selon le cas, l'employeur ou l'autorité hiérarchique de la séance dès qu'il en a connaissance. Le temps passé hors du cadre du travail pendant les heures de travail à l'exercice des fonctions ordinaires est assimilé à une durée de travail effectif pour la détermination de la durée des congés payés, du droit aux prestations d'assurances sociales et aux prestations familiales ainsi qu'au regard de tous les droits que le salarié ou agent public tient du fait de son ancienneté dans l'entreprise. Ces absences, justifiées par l'exercice de leurs fonctions, n'entraînent aucune diminution de leurs rémunérations et des avantages y afférents. »